

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

“Le mouvement hitlérien, stationnaire en juillet, est sur le déclin. La mystique est brisée”.

“Humanité” du 8 Novembre 1932.

“Hitler est désormais exclu du pouvoir; il l'est même, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir”.

“Populaire” du 8 Novembre 1932.

CONCLUSION :

LE FASCISME AU POUVOIR EN ALLEMAGNE

Hitler au pouvoir prépare la domination totale du fascisme

Un front unique pour la lutte révolutionnaire !

Le 30 janvier Hitler a été nommé chancelier du Reich. Le parti nazi s'empare du pouvoir. Le fascisme arrive à ses fins, par la voie froide. Il n'a même pas eu besoin d'une « marche sur Berlin ». Depuis longtemps déjà il était dans Berlin. Une retraite aux flambeaux, plusieurs centaines de milliers de manifestants, après la nomination de Hitler comme chancelier, en ont tenu lieu.

Le 30 janvier ouvre une nouvelle étape dans l'histoire de la classe ouvrière allemande et internationale. Et aussi une étape dans l'histoire du mouvement communiste. Encore appuyé sur le parti national-allemand de Hugenberg — pour combien de temps ? — Hitler domine l'Etat bourgeois. Le fait est là. Il a dans la main les Sections d'assaut, la police, la Reichswehr, et les Casques d'Acier — et tout cela, parce que le parti communiste allemand n'a pas levé le petit doigt. Oui, un tournant considérable s'effectuera dans le mouvement communiste !

Le 30 janvier, la bourgeoisie allemande s'est décidée à jouer sa carte suprême — et elle a pu abattre cette carte en toute tranquillité. Les masses ouvrières d'Allemagne ont été livrées au fascisme par la social-démocratie. Elles ont été livrées à la social-démocratie par l'appareil bureaucratique de Staline-Thaelmann.

Cette journée doit être marquée dans l'esprit de chaque prolétaire. Elle doit être le point de départ de réflexions et d'une expérience nouvelles. Elle doit servir à vérifier définitivement la politique de la social-démocratie, et la politique des staliniens — elle doit servir à mesurer l'abîme où le prolétariat s'est laissé entraîner par ses ennemis et ses trompeurs.

Le 30 janvier, dans le pays industriel le plus développé de l'Europe, dans un pays où la démocratie bourgeoise elle-même avait été obligée d'accorder aux ouvriers des libertés d'organisation et d'action — pays où le marxisme et la culture révolutionnaire du prolétariat étaient portés à leur plus haut niveau — dans ce pays, domine au pouvoir la barbarie, le fascisme réactionnaire, destructeur de toutes les forces organisées du prolétariat, serviteur des monopoles impérialistes dont il veut seul assurer encore la capacité d'exploitation, au milieu de la crise, de l'hostilité des masses profondes du pays, des contradictions insurmontables.

Ce que la bourgeoisie ne peut pas résoudre par les pourparlers, par les concessions, les réformes, ce qu'elle ne peut plus résoudre par la pression, la prison, la matraque — elle le résout par le sang versé par la guerre et la contre-révolution. Saigner les forces vives du prolétariat, réduire à merci les ouvriers, reproduire à une échelle géante les hécatombes de la Commune, du fascisme italien, des bandes blanches de Finlande, de Hongrie, de Chine, voilà la tâche de Hitler ; et voilà pourquoi toutes les forces de l'avant-garde communiste devraient depuis longtemps être dirigées contre le fascisme, contre son accession au pouvoir.

Dans l'expérience allemande, le centrisme staliniens laisse sa peau et ses os. Sa responsabilité historique est directement engagée. Il n'y échappera pas.

LE FASCISME ALLEMAND. FORCE REACTIONNAIRE INTERNATIONALE

Nous, communistes, n'avons jamais cessé de répéter sur tous les tons, contre les staliniens, que le danger du fascisme allemand menacerait non seulement la classe ouvrière allemande, mais directement l'Union soviétique, et par là le prolétariat international. Que chacun aujourd'hui se rappelle ! Aujourd'hui le couard Péri est obligé d'écrire dans l'Humanité l'article 2 du programme de Hitler c'est « la collaboration militaire franco-allemande contre l'U.R.S.S. ». Mais relisez les documents de l'opposition de gauche, relisez les brochures du camarade Trotsky ! Depuis le 30 janvier, devant le danger direct qui menace la classe ouvrière allemande et l'Union soviétique, le stalinisme subit un échec définitif, et l'opposition de gauche se raffermi définitivement.

Staline et son appareil international sacrifient la révolution allemande à leur rêve absurde du pacifisme amsterdamien, des pactes de non-agression, et de la construction du « socialisme dans un seul pays ». Voilà les faits qui s'éclairciront aux yeux de chaque ouvrier ! Mais la conséquence sera inévitablement l'affaiblissement de l'Union soviétique, car elle ne peut vivre que par le progrès de la révolution mondiale. Le retard, le reflux ou l'échec de la révolution mondiale signifie inévitablement un échec pour l'U.R.S.S., et peut-être sa crise définitive. De tout cela, Staline est pleinement responsable.

Maintenant la menace existe. L'U.R.S.S., c'est encore octobre, c'est le bastion dernier du prolétariat. Continuer sur la voie actuelle, cela équivaut à la perte : les finasseries, la diplomatie, les pactes et traités de Litvinov n'y feront rien. Au contraire, ils jetteront les illusions à pleines mains parmi le prolétariat, et prépareront, après l'étranglement de la révolution allemande, la chute du pouvoir soviétique. Tout cela, il faut le dire hautement, clairement, nettement. La venue de Hitler au pouvoir nous incite plus que jamais à dire ce qui est sans crainte, à dresser les ouvriers contre la politique criminelle de la clique staline. C'est la seule voie de redressement du mouvement communiste.

LA MANIFESTATION DE LA BULOWPLATZ

La semaine dernière, nous nous sommes dressés contre l'attitude du P.C. lors de la manifestation de la Bulowplatz. Aujourd'hui, cette manifestation prend son plein sens. Elle constitue non une « provocation », mais tout simplement le coup d'Etat, la prise de possession définitive de la rue par le fascisme, au pied même du quartier général communiste. La « marche sur Rome » a été remplacée par les concentrations, les défilés, les parades des nazis.

Voilà ce qu'a caché le P.C., ou plutôt la clique stalinienne qui le dirige. Il se flattait d'avoir « déjoué la provocation » par sa passivité. Huit jours après, à cause de sa passivité, le fascisme s'installe au pouvoir sans incidents. Quel fut le mot d'ordre stalinien à cette occasion ? Ce fut : « Ne répondez pas aux provocations, pas de terrorisme individuel ! ». Ce mot d'ordre était un appel à la capitulation, purement et simplement. C'est le mot d'ordre même de la social-démocratie. En effet, l'appel des syndicats libres (réformistes) le 30 janvier s'exprime ainsi : « Ne vous laissez pas entraîner à une action individuelle, qui pourrait être nuisible ». Les dirigeants du P.C. ont beau rejeter leur responsabilité sur la social-démocratie, ils ont exactement la même. En capitulant devant l'offensive du fascisme, les centristes ont capitulé devant la social-démocratie en reprenant ses arguments. Voilà les faits qui sont la conséquence inéluctable de toute la politique stalinienne antérieure.

REVOLUTION OU PACTES DE NON-AGRESSION

Maintenant, une nouvelle étape est ouverte. L'appel ridicule du P.C.A. lancé le 30 janvier après la nomination de Hitler, sur lequel nous reviendrons, ne change rien à l'orientation du P.C.A. Une époque de trouble profond, de décomposition des rangs du stalinisme s'ouvre, car il sera incapable de justifier sa ligne antérieure autrement qu'en s'enfonçant plus profondément dans la trahison.

La bourgeoisie allemande s'est décidée, après l'échec piteux du « général social », à mettre en branle les forces décevantes de sa domination non-démocratique et extra-parlementaire. Bien entendu, cela ne veut pas dire que pour elle tous les problèmes soient résolus. Loin de là. Mais cela signifie nettement que devant l'acuité de sa

crise intérieure, elle est prête à obtenir le répit nécessaire au prix d'une mer de sang ouvrier. Or, le fascisme ne constitue plus une menace indirecte, combinée avec celle de l'Etat bureaucratique-policiers. Il incarne maintenant lui-même directement la dictature de l'Etat bourgeois. Ses moyens d'expression et de répression sont décuplés. Ses possibilités de manœuvrer sont aussi considérablement élargies. Tels sont les côtés négatifs de la nouvelle situation, qui exigent la refonte totale de la politique communiste.

Or, il faut pour cela poser et répondre à la question préalable suivante : Qui ou non, la direction de l'U.C., la fraction Staline, veulent-ils réellement lutter contre le fascisme, c'est-à-dire préparer dès à présent la révolution prolétarienne ? Dans ce cas, il faut abandonner toute la politique antérieure, examiner à fond cette politique, l'expliquer, la condamner — et s'engager dans une nouvelle voie. Autrement, on peut prédire sans crainte que le stalinisme ira en accélérant vers la trahison des intérêts du prolétariat — et qu'il rendra nécessaire une action directe du prolétariat contre lui pour balayer les résistances bureaucratiques.

Une politique est celle des pactes de non-agression, du « socialisme dans un seul pays ». L'expérience allemande montre qu'elle conduit tout droit à l'abandon de la révolution internationale.

Une autre est la politique léniniste de la révolution internationale, dont Trotsky reste le seul dirigeant authentique, et qui s'appuie sur l'expérience précieuse des quatre premiers Congrès de l'U.C.

L'AVENIR DU FASCISME

Le fascisme est au pouvoir. Mais il n'a pas encore tout le pouvoir. Dans ces conditions, il n'est pas bien difficile d'imaginer ce qui se passera dans les mois qui vont venir.

La crise économique et sociale qui sape historiquement le pouvoir de la bourgeoisie ne disparaît pas par l'accession de Hitler à la Chancellerie. Le fascisme a pour tâche principale de résoudre les contradictions de classe qui dressent le prolétariat contre le capitalisme défaillant. Mais il doit aussi faire face, par ses moyens propres, aux crises internes de la bourgeoisie.

Or, ces crises sont contenues en puissance dans la composition même du gouvernement de Hitler. Les éléments agrariens en particulier, abrités derrière Hugenberg, exigent une politique en leur faveur. L'industrie exigera une politique entièrement tournée vers ses intérêts. La crise économique, loin de s'atténuer, peut au contraire s'aggraver, et par conséquent aiguïser les contradictions internes de la bourgeoisie. A moins de se suicider elle-même, il ne restera à la bourgeoisie qu'une issue : permettre au fascisme de dominer à lui seul au gouvernement. La lutte pour le pouvoir total se poursuivra encore au sein du gouvernement Hitler ; nul doute que Hitler ne manœuvre déjà dans ce but. La coalition des fascistes avec les éléments nationaux traditionnels et éventuellement avec le centre catholique constitue le pas décisif dans

(Suite page 2)

L'expérience Italienne

La nomination de Hitler comme Chancelier du Reich, ne peut pas ne pas évoquer les événements qui, voilà plus de dix ans, ont abouti en Italie à la « Marche sur Rome ».

Il y a entre ces deux faits historiques des traits communs et des analogies frappantes, bien qu'ils soient séparés par une bonne décennie et qu'ils se soient produits dans des pays très différents au point de vue de leur structure économique de leur développement industriel et du poids spécifique du prolétariat par rapport aux autres classes.

Le premier trait commun c'est le mouvement fasciste lui-même. Couches ébranlées et déclassées de la moyenne et petite bourgeoisie urbaine ; paysans moyens et petits ; le moyen prolétariat ; voilà la masse fasciste soit en Italie, soit en Allemagne. Masse qui proteste, qui se révolte contre la ruine économique dont elle est victime où dont elle est menacée. Masse qui par sa position sociale « méprise » le prolétariat et « hait » la bourgeoisie ; qui rêve constamment de la création d'un ordre de « justice sociale » dont elle tient la balance, mais qui, en réalité se traîne ou derrière le prolétariat ou à la suite de la bourgeoisie selon que les rapports de force se déplacent en faveur de l'une ou de l'autre des deux classes fondamentales de la société.

Le second trait commun c'est que, en Italie, comme en Allemagne, le mouvement fasciste a été suscité, financé et dressé à la gestion des affaires, à la tête du Gouvernement, par la grande bourgeoisie, par les gros agrariens.

En dépit de sa démagogie sociale et de sa phraséologie antiploutocratique, le mouvement fasciste n'arrive pas au pouvoir comme une force opposée à la grande bourgeoisie, et à la ploutocratie, mais comme délégué, comme gérant de la défense des intérêts de la classe bourgeoise elle-même.

La bourgeoisie en a entièrement conscience. C'est pour cela que la Confédération générale de l'industrie italienne a déboursé, pour le seul financement de la préparation et de l'exécution de la Marche sur Rome, trente millions de lires. Et c'est pour cela que les cercles décisifs de la bourgeoisie allemande, imposent aujourd'hui Hitler au sommet du Gouvernement. Hitler à la Chancellerie ne signifie pas l'installation de ses bandes déchaînées au pouvoir aussi contre la bourgeoisie, mais signifie une utilisation différente et extraordinairement plus efficace de ces bandes par la bourgeoisie, contre le prolétariat et contre ces mêmes couches sociales qui constituent la marche du mouvement fasciste. Toute la politique du Gouvernement fasciste italien depuis dix ans le prouve. Cette preuve sera donnée aussi par toute la politique du Gouvernement présidé par Hitler.

Quant aux analogies entre la situation d'il y a dix ans en Italie et la situation ac-

tuelle en Allemagne il suffit de rapprocher la tactique du centre catholique allemand de celle du Parti populaire d'Italie, celle de la social-démocratie d'Allemagne et celle de la social-démocratie italienne, les cabinets éphémères de Von Papen et de Schleicher à celui de Jacta et le fait que le Gouvernement de Hitler, ainsi que celui de Mussolini, se présente à l'origine non seulement comme un Gouvernement extra-parlementaire, mais aussi comprenant des éléments étrangers au Parti fasciste.

Mais s'il y a des traits essentiels communs et des analogies, il y a aussi des différences considérables.

Ces différences seront incontestablement utilisées par la social-démocratie et par l'appareil stalinien pour battre ultérieurement en retraite sans combattre en se basant soit sur l'illusion tolstoyenne d'affaiblir l'adversaire en refusant la bataille, soit sur celle de « sauver le Parti », dans la légalité en refusant la « provocation ».

Mais ces différences peuvent et doivent être utilisées d'une toute autre façon par le prolétariat. Car elles sont presque toutes défavorables à la bourgeoisie et favorables à l'action révolutionnaire prolétarienne.

La différence la plus grande, la différence essentielle entre les deux situations de la Marche sur Rome et de l'élevation de Hitler à la Chancellerie, est qu'en Allemagne les forces du prolétariat sont presque intactes. Elles sont certainement affaiblies, elles sont en partie démoralisées par la politique de trahison de la social-démocratie et par la politique néfaste qui aboutit à la trahison des staliniens. Mais dans leur ensemble les forces de la classe ouvrière allemande ne sont pas entamées.

Le fascisme a fait, en Italie, sa « Marche sur Rome » après deux ans de guerre civile à l'intérieur du pays. Les sièges des organisations ouvrières furent saccagés, incendiés, démolis, au cours des expéditions punitives, les dirigeants du mouvement ouvrier, les « chefs » locaux et régionaux, furent bannis ou tués par les escouades fascistes. La résistance ouvrière, celle des travailleurs agricoles et des petits paysans « rouges » a été brisée au cours de deux années de dévastations, d'incendies et de massacres.

En octobre 1922, le prolétariat italien qui deux ans auparavant avait occupé les usines, était vain devant la conjugaison de la répression légale et extralégale, après avoir résisté les armes à la main aux milliers d'assauts des bandes fascistes et après avoir inscrit sur son drapeau les journées de Trieste, de Bari, de Parme, de Rome et d'autres villes.

Le prolétariat allemand n'a pas subi tout cela. Il est encore fort ; il lui manque seulement une direction capable d'utiliser cette force pour le défendre et écraser l'adversaire. Le prolétariat allemand est cinq fois plus nombreux que le prolétariat italien. Son Parti communiste groupe la majorité des suffrages dans cette Berlin éminemment ouvrière où le Gouvernement de Hitler, à la différence de celui de Mussolini dans Rome bureaucratique, donne l'impression d'un Gouvernement assiégé.

La fausse politique de la fraction centriste à la direction de l'U.C. et du P.C.A., a, jusqu'ici, amené le Parti à l'impuissance et à une capitulation après l'autre. Le Parti a capitulé le 20 juillet devant le coup d'Etat de Von Papen en Prusse ; le Parti a été incapable d'utiliser le répit que lui donnaient les dissensions internes de la bourgeoisie et qui se sont manifestées par le piètement d'Hitler depuis l'été, le Parti a capitulé devant la « provocation » de la manifestation fasciste à la Bulow-Platz, et il capitule aujourd'hui devant la constitution du cabinet hitlérien. Et partout et toujours il a capitulé sans pouvoir engager le combat. Voilà le bilan de la politique stalinienne en Allemagne.

Que cette politique cesse et la lutte, la lutte victorieuse du prolétariat contre le fascisme est encore possible.

Deux ans après avoir été installé au pouvoir, le fascisme italien s'est trouvé, en 24 heures, au bord de l'abîme à la suite de l'assassinat de Matteotti. Les racines du fascisme allemand dans le peuple, c'est-à-dire au sein du prolétariat et des masses travailleuses, ne sont pas plus profondes que celle du fascisme italien. Mais briser ces racines, abattre le fascisme, n'est pas possible sans revenir à la politique qui depuis des années, est préconisée par l'opposition de gauche sous les railleries et les menaces de la fraction stalinienne super-révolutionnaire dans les temps d'accalmie et forcée, par sa politique, à la capitulation, aux tournants décisifs de la révolution.

400 REVOLUTIONNAIRES ONT FAIT LA GREVE DE LA FAIM A SAIGON



A droite la manifestation des Indochinois à l'Élysée, en avril 1930. A gauche, nos camarades indochinois, sur le bateau qui les rapatriait par force en Indochine.

Dans les derniers jours de décembre quatre cents révolutionnaires, à l'appel de leurs camarades communistes, ont fait la grève de la faim dans les prisons de Saïgon.

La nuit du 15 au 16 décembre, une colonne fut formée dans la banlieue de Saïgon par des engagés tonkinois des plantations Michelin, à la suite de la réduction des salaires et de la diminution à 700 grammes pour les hommes, à 600 grammes pour les femmes de la ration quotidienne de riz.

La milice fit feu sur eux sans provocation

EN TUANT TROIS, et en blessant quatre. Les survivants firent le cercle autour des morts et des blessés jusqu'à ce que la violence les dispersa.

Cent quatre-vingts communistes seront défrés aux tribunaux au mois de mars.

Le procès contre les quarante communistes oppositionnels, prisonniers à Saïgon, se poursuit dans le silence le plus complet.

Que fait pour eux le prolétariat de la métropole ? Que fait notre parti communiste ? Des milliers de révolutionnaires at-

tendent notre action. Camarades, exigez une action concrète et suivie pour imposer l'amnistie intégrale aux colonies. Exigez du parti qu'il fasse interpellé les bourreaux « de gauche » sur la répression contre-révolutionnaire de masse qu'ils ont maintenue et développée en Indochine. Appelez le parti et le Secours rouge à entreprendre l'ample campagne de meetings pour la préparation et la désignation de la délégation ouvrière enquêtée et de solidarité.

Entendez l'appel des grévistes de la faim des prisons de Saïgon.

HITLER CHANCELIER DU REICH

(Suite de la première page)

la voie de la conquête du pouvoir. L'élimination des éléments hétérogènes parera ce processus.

La presse bourgeoise en France ne s'y est pas trompée. Elle écrit que des difficultés surgiront demain dans le gouvernement dominé par le fascisme. Elle compte dessus pour « assagir » Hitler. La presse stalinienne, reprenant les mêmes arguments, montre sa stérilité complète. Au fond, les Thaelmann et les Thorez ont toujours pensé, comme Remmele l'avait déclaré au Reichstag, que si les hitlériens venaient au pouvoir, ils se déconsidéreraient bien vite. De là à conclure qu'il y avait tout avantage à laisser le fascisme venir au pouvoir, il n'y avait qu'un pas, qui fut d'ailleurs franchi. Aujourd'hui encore, les bavards et les habiles qui dirigent le parti communiste implicitement sur une auto-décomposition du fascisme ; après quoi, MM. les bureaucrates par la grâce de Staline n'auraient plus qu'à tirer les marrons du feu.

Une pareille conception dénote le dernier degré du crétinisme. Ainsi que nous n'avons jamais cessé de l'affirmer, la décomposition du fascisme dans la période de son ascension, ne peut être que le fait de la lutte du prolétariat contre le fascisme. Attendre que les masses ouvrières ouvrent les yeux sans rien faire pour les y aider, cela équivaut à les trahir. Or, on ne peut les aider à ouvrir les yeux qu'en les aidant à combattre. Et on ne peut les aider à combattre qu'en attaquant. Telle est la seule voie pour utiliser les conflits inévitables qui se produiront dans le bloc gouvernemental fasciste.

LES FORCES PROLETARIENNES NE SONT PAS DETRUITES

Le prolétariat n'a pas réagi le 20 juillet, lors du coup d'Etat de Prusse de von Papen. Il n'a pas réagi lors de la mobilisation de la Bulowplatz. Il n'a pas bougé le 30 janvier. Dans cette paralysie, la responsabilité la plus grande revient à la social-démocratie. En deuxième ligne, elle revient au P.C. Evidemment, cela jettera la démoralisation dans l'esprit de nombreux prolétaires. « A quoi bon ? ». La confiance dans la direction révolutionnaire n'existe pas. Cela constitue un facteur négatif incontestable.

Mais dans une période de développement aussi rapide, l'état d'esprit des masses fait subir des revirements brusques. La classe ouvrière n'est pas encore brisée. Ses organisations sont debout. Non seulement les organisations communistes, mais aussi celles du réformisme. Pour les briser, Hitler devra engager une offensive qui soulèvera les couches ouvrières importantes. Une nouvelle phase de guerre civile est inévitable. C'est dans cette phase que se décidera le sort définitif du P.C.A. et par là, celui de l'I.C. tout entier.

FRONT UNIQUE POUR LA GREVE GENERALE

L'appel lancé par le P.C.A. le 30 janvier montre que la direction stalinienne n'est pas prête d'abandonner ses positions fausses, tout en révélant cruellement ses erreurs antérieures. Les vantardises sont remplacées par une véritable incohérence, un véritable bavardage politique.

On lit ceci : « Le régime de terreur sanglant du fascisme est érigé en Allemagne ». C'est donc que le fascisme n'était pas encore au pouvoir avant Hitler ? C'est donc que nous avions raison ? Et quelles sont les conclusions :

- « Descendez dans la rue ! »
- « Arrêtez le travail dans les usines ! »
- Voilà les cris de ceux qui disaient 24 heures auparavant :
- « Ne répondez pas aux provocations ! et qui se félicitaient d'avoir écarté des ouvriers la

menace des mitrailleuses de la Bulowplatz. Maintenant on jette au hasard : descendez dans la rue. Mais où ? Pour quelles démonstrations ?

Où est le plan de lutte du parti ? Quelles sont les méthodes d'action ? On lit bien ceci : « Le P.C.A. s'adresse à l'ensemble de l'opinion prolétarienne, à l'A.D.G.B., ... au parti social-démocrate » pour réaliser la grève générale, mais cela ressemble plutôt au hoquet du condamné qu'à un appel sincère, sérieux, destiné à être réalisé. Dans tout cet appel il n'y a aucune précision, aucune ligne d'action ferme. En conclusion, on y appelle à la grève générale. Mais, le 20 juillet, le P.C. lança aussi en dernière heure le mot d'ordre de grève générale, et personne ne bougea. La grève générale, cela se prépare. Et selon Thaelmann, qu'est-ce qui oblige la bourgeoisie allemande à utiliser le fascisme au pouvoir : c'est « le formidable essor révolutionnaire des masses ». Quelle duperie !

Une fois de plus, nous disons qu'il n'y a pas de résistance possible en dehors d'une politique de regroupement de la classe ouvrière. Il faut manœuvrer, il faut rendre confiance au prolétariat, il faut contre-attaquer. Que chacun se remette en mémoire les paroles de Lénine : « La temporisation dans l'action, c'est la mort ! »

La grève générale est une arme puissante pour réaliser une nouvelle cohésion du prolétariat. Pour cela, il faut engager des pourparlers avec les syndicats libres, les syndicats chrétiens et la social-démocratie. Non de vagues appels. Des négociations, au grand jour, devant le front des masses. Dans ce processus se créeront, sur la base de la coalition des partis, des comités de lutte, des comités d'usine qui deviendront l'embryon des organismes soviétiques de front unique de tout le prolétariat. Il n'y a pas d'autre voie.

DEMAIN

L'organisation de la grève générale en Allemagne, l'action immédiate du prolétariat international, et particulièrement en Russie Soviétique — telle est l'orientation nécessaire.

Nous ne poserons ici entièrement que le problème qui intéresse directement l'organisation communiste : IL FAUT CONVOCER UN CONGRES DE L'INTERNATIONALE. Comment ne pas faire le bilan de la période passée, comment ne pas associer toute l'Internationale à l'examen des graves événements d'Allemagne ? Ne pas convoquer dès demain le 7^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE, CELA EQUIVAUT A LIQUIDER OUVERTEMENT L'INTERNATIONALE !

Front unique pour l'organisation de la grève générale en Allemagne !

Action immédiate du prolétariat russe et international pour soutenir le prolétariat allemand !

Convocation du 7^e Congrès de l'Internationale, avec la participation de l'opposition de gauche !

Tels sont les mots d'ordre qui doivent retentir, qu'il faut étudier attentivement, dont il faut proposer la mise en action sur une série de terrains.

Dans cette lutte l'opposition de gauche en Allemagne sera au premier rang. Sa tâche est rude. Mais sur elle repose en fin de compte la possibilité pour le P.C.A. de ne pas sombrer dans la trahison.

Devant tous, ses idées apparaîtront comme seules capables de rallier l'avant-garde communiste, de servir la lutte des ouvriers partant où elle se produira, d'aider à l'utilisation des difficultés auxquelles se heurtera le fascisme, — et de régénérer l'Internationale Communiste grâce à la résistance et à la victoire prolétarienne au moment où Staline et son appareil international veulent la précipiter vers sa faillite.

EN SERVICE COMMANDÉ

La Capitulation de Well, Sénine et Cie

Cet article est paru dans le numéro de la Permanente Révolution cette semaine.

Le dimanche 22 janvier, la Rote Fahne annonça que le groupe de l'Opposition de Gauche, dans son numéro 3 de la Permanente Révolution, s'était liquidé lui-même. Cette information est basée sur un mensonge éhonté des capitulards Well, Sénine, Joko et Cie qui allèrent jusqu'à éditer un faux numéro de la Permanente Révolution. Tous nos camarades et nos lecteurs qui reçurent ce faux numéro, ont naturellement immédiatement qu'il s'agissait là d'une manœuvre commune des capitulards et de la bureaucratie du Parti.

Nous constatons avec satisfaction que la direction nationale a contrecarré les intentions des capitulards et les a éloigné à temps de l'opposition de gauche. Les groupes locaux de tout le pays sont unanimement sur le terrain de l'opposition de gauche. Les « liquidateurs » se sont liquidés eux-mêmes. Il ne leur aura servi de rien de se glisser auprès des groupes de l'O. de G., il y a encore 4 semaines, sous prétexte que c'étaient eux les vrais « trotskysistes », les véritables défenseurs des points de vues du camarade Trotsky.

Voyant que dans les organisations, ils restaient une infime minorité, que leur rêve d'être la majorité s'évanouissait, voyant qu'on les méprisait à la porte ils ont fait le dernier pas de la capitulation : ils découvrirent ce que trois semaines auparavant ils repoussaient encore avec indignation, que leur voie devait les conduire au Parti, ou plutôt à la bureaucratie stalinienne ; ils découvrirent que la politique de l'opposition de gauche et de Trotsky avait « fait faillite » et que la ligne de l'I. C. et du P. C. A. avait triomphé, la justification « historique ». Et cette sagesse, ils l'annoncent au nom de leur « majorité », qui à l'assemblée régionale de Berlin fut jetée hors de l'opposition de gauche de la manière la plus démocratique contre une seule voix. Qu'y a-t-il de plus démocratique que la décision de tous les membres ? Rien ne caractérise mieux les lamentations démocratiques des capitulards que le fait qu'ils perdirent toute contenance si tôt qu'ils s'appuyèrent à quel se réduisit leur « majorité » et ils préférèrent ne pas se présenter devant l'assemblée des membres régionaux pour y défendre leurs méthodes calomniatrices et leur idéologie de capitulation.

Leipzig seul fait exception. Mais là aussi ils ne purent recueillir qu'une minorité, qui a cause de sa passivité forma depuis longtemps un poids mort dans l'organisation. Là ils réussirent à rassembler 30 signatures, dont 14 appartiennent à la famille Büchner, tandis que six autres n'ont jamais appartenu à l'opposition de gauche. Pour augmenter la valeur de leur capitulation aux yeux de la bureaucratie du parti, et trompant d'autre part les adhérents, ils disent dans leur faux numéro de la Permanente Révolution que la région de Bruchsal capitule avec eux. L'audace avec laquelle Well, Sénine, etc., racontent leur mensonge est accrue par le fait que Well fut chassé de la direction régionale de Bruchsal lorsque le 5 janvier, il ne lit qu'ébaucher les bas intentions, sans toutefois les développer entièrement. Pas un seul membre de Bruchsal et de Leipzig, ni aucun de ceux qui se sont joints à Leipzig, ne se sont joints à la capitulation. Nous sommes donc non seulement la majorité, nous sommes l'opposition de gauche dans son ensemble, de laquelle les capitulards n'ont pu se grouper, qu'une infime fraction. Nous ne connaissons pas le Botin qui leur a servi pour copier leurs signatures. En tous cas c'est en vain que nous nous efforçons de trouver parmi les listes d'adhérents des différents groupes régionaux des noms qui ressemblent à ces signatures.

Dans l'appel, qui est le certificat écrit de leur propre liquidation, le faux numéro de la Perman. Rev., les capitulards déclarent, de leur décision à nous après un long combat et après s'être convaincu que tous les efforts « pour éloigner Trotsky de sa voie néfaste » avaient échoués. Cependant, Sénine, qui n'est même pas le pire d'entre eux, à Copenhague encore d'accord avec Trotsky sur toutes

les questions essentielles, et y assura formellement qu'il exprimait aussi les opinions de Well. Dans le dernier numéro 32 du Bulletin Russe, Adolphe Sénine publia un rapport sur la Russie, qu'il visita en automne dernier. Dans cette « Lettre de Moscou » chaque lecteur peut constater clairement combien Sénine s'efforçait d'éloigner Trotsky et l'opposition de gauche de sa « voie néfaste » et de le convaincre que le « plan quinquennal était accompli », que la dictature du prolétariat s'était renforcée, etc., etc. Il en est de même pour Well. Relativement au 16^e Congrès du parti les capitulards écrivirent qu'ils sont « fiers de pouvoir déclarer aujourd'hui : jamais, au grand jamais nous n'avons partagé ces conceptions de Trotsky ». En juillet 1930, dans le Kommunist, Roman Well a désigné Staline comme un centrisme en 1930-1931 (dans le n° 1 de la P. R.) et même en 1932 dans le n° 32 de la P. R. Well parle d'une ligne centrisme, Well n'a donc jamais, au grand jamais, partagé ses propres opinions. Ils se moquent d'eux-mêmes sans s'en douter.

L'histoire de toutes les luttes de fraction à l'intérieur et à l'extérieur de l'I. C. a donné raison à l'I. C. Les théoriciens de la capitulation renoncèrent prudemment à apporter des preuves de la « politique » « conséquent révolutionnaire ». Ils se rappellent trop bien l'attitude de Staline en 1917, en 1923, le cours vers le Koulak et les saloteurs contre l'industrialisation et la collectivisation de 1928-29, le bloc de trahison avec Tchong-Kai-Chek, le Comité anglo-russe de la politique de suicide envers le parti social-démocrate en 1925-28 en Allemagne, la théorie révisionniste de « l'accomplissement de la construction du socialisme dans un seul pays », celle qui en découle, la théorie de la « troisième période », du social-fascisme, des syndicats autonomes, le refus du front unique, la révolution « permanente », le programme de libération nationale et sociale, du référendum rouge, l'allure accélérée de la liquidation du Koulak en U.R.S.S., le Congrès d'Amsterdam, etc. Ils sont forcés de se taire et de nier tous ces faits qui autorisent cent fois l'opposition de gauche à qualifier la direction stalinienne de l'I. C. de direction centrisme, comme une tendance sans ligne révolutionnaire conséquente et à l'intérieur du mouvement communiste, qui l'autorise à observer même à l'égard de ses tournants la plus grande méfiance et à exercer la critique la plus vive dans l'intérêt même d'une politique révolutionnaire conséquente. Malgré eux, ils sont forcés de retourner tout cela en une justification apportée par l'histoire, de tels aveux étant exigés quand on capitule.

Les preuves des « erreurs » de l'opposition sont presque encore plus fortes que celles qui ils apportent pour la « justesse » du stalinisme. Dans la question allemande, le camarade Trotsky se serait trompé, voyant en automne et en hiver 1931-32 le danger immédiat d'une prise du pouvoir par Hitler, parce que le fascisme n'avait pas triomphé. Cet argument étoupe par sa bêtise, ou du moins par celle qu'il présuppose chez ses lecteurs. Prenons un exemple : nous les éloigné en 1931 la gravité signalait une révolution prolétarienne. Selon Well et Cie, elle s'est trompée, car en 1932 le prolétariat n'est pas entré en lutte pour la conquête du pouvoir. Retournons à la question qui nous occupe. Comme facteur positif pour la prise du pouvoir par les fascistes nous notions que le camarade Trotsky en 1931 la passivité générale du prolétariat et surtout la politique suivie par la direction du P. C. A. : « D'abord les fascistes, ensuite nous ». (Revue, en octobre 1931 au Reichstag). Sous ces coups de la critique de l'opposition de gauche les bureaucrates opèrent une retraite. La résistance prolétarienne se réveille. Le fascisme ne prit pas le pouvoir. Mais « le camarade Trotsky et l'opposition de gauche se sont trompés » pour les capitulards. (Depuis que ces lignes ont été écrites, le fascisme est installé au pouvoir. — La Réd.).

« L'I. C. a eu un puissant essor ». Où ? Les résultats obtenus aux élections françaises, anglaises ou américaines, les événements d'Espagne et de la Suisse, les grèves en Angleterre et en Belgique n'ont-ils démontré ? Lorsque les capitulards parlent de la « liquidation de l'opposition de gauche », ils se vantent plus que de droit. Tous les capitulards ont jusqu'ici toujours crié à la liquidation de l'opposition — tout en ne liquidant qu'eux-mêmes. Ce qui est liquidé, ce sont quelques

Nos Camarades espagnols en prison

Comme nous l'avons déjà annoncé, le 25 décembre, à 5 heures du matin, après une minutieuse perquisition, le camarade A. Nin a été arrêté à Barcelone. Le 27 décembre, à 3 heures de l'après-midi, la police fit la même chose chez le camarade Lacroix. Après avoir été maintenus trois jours dans les locaux de la Sûreté et de la police, ils furent transférés en prison, où on leur fit savoir qu'ils étaient à la disposition de l'autorité militaire d'Andalousie.

Après sept jours en prison le camarade Lacroix fut transféré à Algeiras à la disposition du juge militaire ; mais le camarade Nin est maintenant à la prison de Barcelone, sans qu'on lui ait fait aucune signification ni qu'on l'ait informé d'une manière officielle quelle était sa situation.

Ces détentions sont incontestablement arbitraires dans la forme et dans le fond. C'est un procédé d'abus de pouvoir pour séparer de la lutte politique les camarades les plus actifs et dévoués. Durant son existence, la gauche communiste espagnole a subi toutes sortes de persécutions.

Voilà plus de huit mois que notre camarade Maximo Carrasco est en prison à Barcelone, sans qu'on lui ait fait tant soit peu connaître sa situation légale. Dans la prison de Badajoz se trouve depuis cinq mois le camarade Hasallo, et le camarade de Lenero, victime de vengances patronales. D'autres camarades se trouvent dans d'autres prisons, et quelques-uns menacés de sentences graves de la part des tribunaux.

Tous nos camarades doivent exiger la libération des victimes de la République espagnole !

SERVICE DES LIVRES DE « LA VERITE »

| | |
|--|----------|
| L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923) | 3 fr. 50 |
| L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme (1925) | 3 fr. 50 |
| L. TROTSKY. — Les problèmes de la Révolution allemande (1931) | 1 fr. 50 |
| TROTSKY. — Et maintenant ? (1932) | 3 » |
| L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924) | 1 fr. 50 |
| L. TROTSKY. — La seule voie. .. | 2 fr. » |
| QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande | 1 fr. » |
| LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1930 (n° 47 à 26) | 30 fr. » |
| LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1931 (n° 27 à 35) | 20 fr. » |
| LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1932 (n° 36 à 45) | 20 fr. » |

Adresser les commandes, 23, rue des Vinaigriers, Paris (X^e). La VÉRITÉ.

Compte chèque postal : Frank-1368-55, Paris.

Éléments étudiants qui depuis longtemps ne pouvaient plus tenir leur impatience de « parler aux masses, au lieu de parler devant quakers hommes ». Ce sont en outre des voyageurs représentant une couche de dilettantes politiques, sans base théorique, sans discipline et sans responsabilité. C'est dans cette couche que se recrute un grand parti l'appareil stalinien, qui a porté des coups au communisme dans tous les pays. Ce n'est pas par hasard que Well et Sénine, après avoir changé leur bagage politique, cherchent un refuge dans le port bureaucratique. Pour nous, c'est un signe de faiblesse que des gens pareils soient restés si longtemps dans nos rangs. Notre espoir est de transformer ces éléments ne s'est pas réalisés. Leur exclusion constitue une épuration de l'opposition de gauche, qui servira en fin de compte au raffermissement idéologique de l'organisation tout en créant les bases d'une nouvelle marche en avant.

L'OPPOSITION POLONAISE S'EST FORMÉE

Elle ira de l'avant

Le P.C. de Pologne est un des détachements du Prolétariat international qui lutte pour le communisme dans les dures conditions de la dictature sanguinaire fasciste.

Les luttes communistes aux côtés du prolétariat russe contre le tzarisme ont fait subir au prolétariat polonais une double oppression, les pénibles conditions de vie qui résultent de la crise quasi-permanente de la Pologne bourgeoise « indépendante », ce bastion dressé par l'Entente entre le prolétariat révolutionnaire d'Allemagne et la dictature prolétarienne en U.R.S.S., ont contribué à la formation idéologique de l'avant-garde marxiste.

Le P.C. de Pologne héritière de la glorieuse S. D. K. P. I. L. (1) de Rosa Luxembourg, s'est formé sous l'impulsion directe de la Révolution russe. Son évolution est depuis liée d'une façon beaucoup plus directe à l'évolution du bolchevisme et du P.C. de l'U.R.S.S. que l'évolution des autres partis communistes.

Le bolchevisme, à laquelle la S. D. K. P. I. L., était lié d'une façon directe (l'appartenance à la même organisation de la S. D. russe) était pour quelque chose dans la formation de l'alle révolutionnaire dans le mouvement ouvrier polonais. Cette alle dès le début lutait sous la direction de Rosa contre le social-patriotisme de P.P.S. et pendant la guerre impérialiste a subi victorieusement l'épreuve et pris la position antimilitariste, contrairement à la position prise par la presque totalité des partis sociaux-démocrates des autres pays d'Europe.

La crise révolutionnaire de 1918-1919 et la marche de l'armée rouge sur Varsovie en 1920 n'ont fait que le coup « soviétiser » la Pologne.

C'est 1923 et l'échec de la Révolution allemande, prélude des autres défaites lourdes du prolétariat international qui a déterminé le tournant dans le mouvement ouvrier polonais. C'est ce recul de la révolution internationale, coïncidant avec la mort de Lénine, qui a inauguré la campagne contre le « trotskisme » en U.R.S.S. C'est ce recul qui fut la cause fondamentale de la défaite de l'opposition russe. C'est lui qui a favorisé et rendu possible l'emprise de plus en plus grande de l'appareil bureaucratique sur le parti bolchevik.

Le stalinisme est né et s'est fortifié dans les défaites qu'il a son tour préparées. Et à partir de cette époque, l'emprise et l'autorité du P.C. de l'U.R.S.S., qui dominait de plus en plus le stalinisme, ont agi sur le mouvement ouvrier polonais, en sens contraire. Cette emprise a facilité la bureaucratisation du P.C. de Pologne.

Fait caractéristique : le stalinisme n'a pas ren-

contré de résistance sérieuse dans le P.C.P. Il ne s'est pas formé d'opposition de gauche dans le P.C.P. pendant des longues années. Les différents groupes qui dirigeaient ne seraient jamais du cadre du stalinisme.

En mai 1926 l'unanimité touchante du Comité Central du Parti a salué les « armées révolutionnaires »... fascistes et soutenu d'une façon directe, quoique inconsciemment, le coup d'Etat fasciste de Pilsudski en y voyant un mouvement petit-bourgeois, dirigé contre le grand capital.

Cette « erreur » qui est difficile à comprendre en 1933 était liée à toute la politique de l'I.C. dans les cours du zigzag droitier de 1925-1928. C'était la période, où on allait en plein vers la dictature démocratique en Chine. On pratiquait la politique du bloc des quatre classes, soutenant Chan Kai-Chek, la politique du Comité anglo-russe et l'intégration du koulak dans le socialisme. La position du P.C. polonais reflétait cette politique.

La discussion de 1926-1929, qui a suivi « l'erreur de mai » et qui a coupé le parti en deux fractions (« majoritaires » et « minoritaires ») qui se sont livrés une lutte acharnée n'a pas abouti à la clarification et à la formation de la direction bolchevique. Les deux fractions ne sortaient pas du cadre du stalinisme. Les « majoritaires » à l'époque (Varski, Kostzeva) et les « minoritaires » (Lenski) rivalisaient dans la dévotion envers le stalinisme. Les hauts et les bas de ces deux fractions coïncident avec le zigzag dominant dans l'I.C. dans les années 1925-1928, — le zigzag droitier — à la direction « les majoritaires ». Dans les années 1929-32, — la politique de la « troisième période » du social-fascisme et de l'aventurisme bureaucratique — à la direction « les minoritaires ». Le trait dominant de la discussion de 1926-29 fut l'étroitesse nationale. Aucune des fractions ne s'est permis de mettre en doute la justesse d'un nouveau zigzag de l'I.C. Aucune de ces fractions ne s'opposait à la théorie révisionniste du « socialisme dans un seul pays ».

Les majoritaires de l'époque (Kostzeva, Varski) ont parfois bien critiqué certains zigzags gauchistes du centrisme et après se sont opposés, quoique d'une façon voilée à la théorie et pratique du social-fascisme. Mais, comme leurs frères d'armes (les brigandiers), ils ont protesté seulement contre les zigzags ultra-gauchistes, tout en appuyant tous les zigzags ultra-droitières. Le groupe Varski-Kostzeva a appuyé entièrement la politique chinoise et russe de l'I.C., et a approuvé l'exclusion de l'opposi-

tion russe. Ainsi ils ont montré leur caractère nettement opportuniste.

Les « minoritaires » dirigent jusqu'à ce jour le parti correspondant à tous les autres Comités centraux des partis communistes toujours « unis et unanimes » dont le stalinisme a doté l'I.C. C'est ce groupe qui a inauguré la politique du social-fascisme, poussée en Pologne jusqu'à son paroxysme. Tous les partis existants sont qualifiés de « fascistes » par les stalinistes. Ainsi on connaît les « nationaux-fascistes » (parti national-démocrate), les « sociaux-fascistes » (P.P.S. Bund, appartenant à la IV^e Internationale), les fascistes tout court (le Bloc gouvernemental) et enfin (dernière dévotion) l'avant-garde la plus avancée du social-fascisme qui est... le trotskisme !

Il est clair que cette politique qui se prétend « léniniste » n'a pas facilité au parti l'utilisation de tous les antagonismes dans le camp bourgeois, contradictions qui se sont aggravées sous la dictature fasciste (cette fois sans guillemets). En 1930, lors de l'incarcération à Brest-Litovsk des députés de P.P.S. et de autres partis petits-bourgeois, la direction du parti se contenta de mots d'ordre de « lutte contre le social-fascisme » et « nous savions que Pilsudski a arrêté les députés socialistes, rien que pour renforcer le prestige parmi les masses populaires. La direction du parti n'a pas su exploiter le conflit entre deux fractions de la bourgeoisie et surtout n'a pas su lier aux masses qui suivent les chefs traitres du « centre gauche » (2). La politique du front unique et de l'unité syndicale fut depuis des années, pratiquement abandonnée en Pologne.

C'est l'incapacité, qui résultait de cette fausse politique, d'exploiter la situation extrêmement favorable qui a poussé un homme important des militants vers les idées oppositionalistes. Les problèmes de la Révolution allemande, le danger fasciste hitlérien ont été le signal d'alarme qui a mobilisé dans le P.C.P. un fort courant oppositionaliste.

Les idées de Trotsky et de l'opposition de gauche internationale ont trouvé un grand écho. Il y a plus de six mois s'est formé une opposition à laquelle s'est ralliée toute une série de vieux et responsables militants. Cette opposition dont les principales forces se trouvent à Varsovie dispose de fortes positions dans une série de Syndicats rouges. Dans le Syndicat du textile (3.000 membres) elle dispose de la direction et jouissait d'une confiance de la majorité de ses membres. Malgré le coup de force contre la direction syndicale de la part de la direction du parti, la majorité des membres s'est rangée, comme auparavant, derrière l'opposition.

Le trotskisme se propage « comme une peste, surtout parmi les jeunes », crient les bureaucrates stalinistes.

Dans le n° 24 de l' « Internationale communiste », un certain Albert expose la « physiologie politique » des trotskistes-kostze-

vistes » et « prouve » que le « trotskisme est la fraction la plus « à gauche » du social-fascisme » (page 1270) et que « représentant les éléments capitalistes en U.R.S.S., il est tout à fait naturel que ce détachement se soit rallié à la « contre-révolution ».

Tout cela est bien simple et bien beau, mais... on est embarrassé de dire si c'est plutôt canaille ou bête. En tout cas, cela ne prend pas beaucoup. Exposant cette « physiologie politique » des oppositionalistes polonais, Albert sème la confusion à la sauce stalinienne. Il met dans le même sac les droitières Varski-Kostzeva avec la nouvelle opposition qui a déjà adopté sur les principaux problèmes les points de vue de l'opposition de gauche internationale. Le stalinisme vit sur la confusion. Notre attaque marxiste ne peut se baser que sur la clarté.

Donc, rappelons les faits : Le groupe de trois V (Varski, Valzki, V. Kostzeva) fut soutenu d'une façon directe par la direction de l'I.C., au moment de la lutte contre le trotskisme. Ce sont bien Kostzeva et Varski qui ont soutenu l'exclusion de l'opposition de gauche de l'I.C. Ce sont eux qui dans des dizaines d'articles « prouvaient » que Trotsky, sous-estime la paysannerie. Malgré le zigzag gauchiste de l'I.C. et des dizaines de résolutions « contre la droite » Varski et Kostzeva restent jusqu'à ce jour, membres du P.C.P. et de l'I.C. Il n'en est pas de même des militants qui s'orientent vers l'opposition de gauche qui sont tout de suite traités de « contre-révolutionnaires ». Le stalinisme connaît deux mesures : Une envers les droitières, dont il se sépare provisoirement, l'autre envers l'alle marxiste conséquente.

Dans le numéro de novembre de l'organe légal de l'opposition du P.C.P., « Mysl Komunistyczna » (La Pensée Communiste), nous trouvons la réponse formelle aux calomnies des stalinistes. On y lit entre autres :

« La lettre du C.C. s'efforce de démontrer l'identité des vues de l'opposition avec la plateforme des droitières, Varski-Kostzeva. Le C.C. sait parfaitement que l'opposition n'a rien de commun avec les V (Varski-Valzki-V. Kostzeva) et les théories opportunistes des « deux étapes » (d'abord la révolution démocratique-bourgeoise et après la révolution prolétarienne) et, qu'elle condamne la duplicité de la phraséologie du P.S.P.

En passant nous observons, que nous ne pouvons pas comprendre comment l'on peut accuser l'opposition en même temps de kostzevisme (la théorie des deux étapes) et de rôle indépendant de la petite-bourgeoisie et de trotskysme, auquel la direction reproche de « sauter les étapes » et de sous-estimer la petite-bourgeoisie. La ligne de la direction actuelle est une ligne ultra-gauche très accentuée et entrecoupée par des zigzags de droite (par exemple, le Congrès d'Amsterdam). L'opposition du P.C.P. lutte dans le mouvement communiste sur deux fronts, contre la droite et l'ultra-gauche (la ligne actuelle) pour une politique juste et léniniste du parti.

Nous y trouvons ensuite le résumé de cer-

taines idées « contre-révolutionnaires » de l'opposition du P.C.P.

« Mais nous reconnaissons notre péché, de ne pas considérer Trotsky comme un contre-révolutionnaire. La ligne que représente Trotsky est, selon notre opinion, une ligne communiste. Dans toute une série de questions, la critique de Trotsky est juste. La place de Trotsky devait être dans les rangs de l'I.C., fondée par lui, ensemble avec Lénine et tout le parti bolchevik. Ce n'est pas une manœuvre de notre part, si nous disons que l'opposition du P.C.P. n'est pas trotskyste, puisque l'opposition n'a pas encore pris position sur une quantité de questions historiques actuelles. Mais nous reconnaissons que Trotsky a raison sur les questions fondamentales, touchées par nous dans notre déclaration au C.C. (la démocratie dans le parti, la lutte contre le courant de droite et la ligne ultra-gauchiste, contre la théorie du social-fascisme, la tactique du front unique, unité syndicale, etc.). L'exclusion de Trotsky du parti et la destruction de l'opposition du P.C.P., avec l'aide de l'appareil de l'Etat, était une tragédie pour le mouvement communiste. C'était un précédent pour la liquidation de la démocratie léniniste à l'intérieur du parti dans toutes les sections de l'I.C. et pour la destruction complète, par la répression de toute opposition dans le parti. Le degré de développement de la bureaucratisation dans le parti est démontré par le fait de l'exclusion des collaborateurs les plus intimes de Lénine, Zinoviev et Kamenev, rien que pour le fait de ne pas avoir dénoncé les bolcheviks de l'opposition ».

Comme nous pouvons le constater, l'opposition du P.C.P. adopte sur un nombre de questions importantes le point de vue de l'opposition de gauche internationale. Elle lutte pour le retour à la stratégie léniniste dans le P.C.P. S'il s'agissait (pour l'opposition) de « retenir le passage des masses ouvrières se radicalisant de la s.-d. vers le communisme » comme le dit Albert, alors, il n'y avait qu'à laisser et appuyer le direction du parti des Lenski, et des Albert. Elle suffisait à ce rôle.

L'opposition du P.C.P. est profondément attachée à l'I.C. et déclare que « le P.C., malgré toutes ses erreurs, reste l'unique représentant du prolétariat ».

L'évolution politique des camarades polonais n'est pas encore terminée, mais on ne peut pas douter de la direction qu'elle prendra.

Les stalinistes ont beau dire que l'opposition travaille pour la « sûreté ». D'après leur logique, celle « sûreté » favoriserait maintenant même Lénine...

Mais dès que les ouvriers polonais apprennent les véritables positions de l'opposition de gauche, « l'avant-garde de la contre-révolution » se transforme pour eux en avant-garde de la Révolution.

- (1) Social Démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie.
- (2) « L'Avenir » polonais.

L'OPPOSITION DE GAUCHE AU TRAVAIL

Compte rendu de la Commission exécutive élargie de la Ligue Communiste

LA VIE DE LA LIGUE COMMUNISTE

La Commission Exécutive élargie des 20, 21, 22 janvier

Pour la troisième fois depuis notre dernière Conférence nationale, a siégé la Commission Exécutive élargie à cette conférence, élargie aux militants oppositionnels des régions les plus importantes de province.

Nous avons décidé de publier un compte rendu de ses débats afin que chaque lecteur puisse suivre le développement de la section française de l'Opposition internationale de gauche. Les membres de notre organisation prendront connaissance des procès verbaux in-extenso dans notre prochain bulletin intérieur.

La C. E. de la Ligue comprend sept camarades.

Trois de province : Devreyer (Nord), Paget (Est), Courdavault (Ouest).

Quatre de Paris : Julien, Craipeau, Molinier, Naville.

Participaient aux débats :

Pour la Région Parisienne : les membres du Comité Régional.

Pour la région Centre Est : Buren.

Pour la région du Midi : Pero.

Pour le bassin de Lens : Del.

et deux autres camarades de Montigny-en-Gohelle.

Des camarades appartenant à l'Opposition italienne, belge, grecque, américaine et espagnole, participèrent également à nos travaux.

L'ordre du jour fut le suivant :

1° Rapport sur la situation internationale de l'Opposition Internationale de Gauche.

a) Désignation d'un délégué à la pré-conférence de l'Opposition Internationale de Gauche.

b) Discussion sur la situation de l'opposition allemande ; rédaction et adoption d'une résolution.

c) Discussion sur la fraction de gauche italienne (bordiguistes).

2° Rapport sur la situation de la Ligue Française depuis la dernière Commission exécutive élargie ;

a) Situation de l'organisation et situation financière.

b) Résolution sur les questions d'organisation : presse, jeunes, groupes de langues...

3° Situation Economique et Politique en France.

a) La situation du mouvement ouvrier.

b) Les perspectives et les tâches communistes.

Dans ce compte rendu nous nous bernerons à dégager sur toutes les questions les tendances qui s'y sont manifestées et nous publierons les décisions.

1° Rapport sur la situation internationale de l'O. G. I.

Le rapport du Secrétaire International met en lumière la répression internationale de l'Opposition de gauche. Le développement des sections les plus anciennes à travers des difficultés multiples. Difficultés politiques ayant leur origine dans la situation présente de chaos politique dans les rangs communistes, engendrant les regroupements et les sélections nécessaires. Difficultés d'organisation consécutives des précédentes, et aussi des difficultés matérielles de l'Opposition de Gauche Internationale.

Débordant tous ces obstacles, confluent vers une même plateforme et une organisation commune, les communistes de tous les coins du monde. Partout se forment des cadres, sous les coups de la répression conjuguée de la police bourgeoise et du stalinisme. En U.R.S.S. où le développement de la section russe de l'Opposition Internationale de Gauche ne peut être arrêté ni par la répression ni par la corruption. En Chine, où le rôle joué par l'Opposition dans la lutte révolutionnaire attire sur elle la répression la plus haineuse. En Indochine, où décimée par la répression, l'Opposition est à nouveau réformée, ou les principaux militants accusés de complot, passent maintenant devant le Tribunal Extrajuridictionnel. En Grèce, où notre presse va devenir quotidienne, exprimant ainsi l'actualité de la classe ouvrière l'Opposition appuyé par la classe ouvrière l'Opposition de gauche qui, dans les derniers mois, vient de diriger les plus grandes luttes ouvrières. En Espagne, où tous les dirigeants de la section sont emprisonnés pour complot militaire.

Partout des sections nouvelles se forment : en Pologne, en Angleterre, en Afrique du Sud. Partout se manifeste la vie de l'organisation à travers toutes les formes de maladies de développement incluses. Les principales sont les faux traits de ce développement historique de l'Opposition de gauche qui renoue le lien d'organisation et de doctrine des communistes du monde entier.

La question du développement international fut la première question de notre ordre du jour. Le lien internationaliste, l'internationalisme dans la vie, la leçon des succès et des crises de nos sections sœurs, la situation des sections de l'Est, le contrôle des sections nationales, le profit commun des expériences nationales sont les conditions vitales de développement d'une avant-garde révolutionnaire. Ce n'est pas par hasard, nous le répétons, que la première question de notre ordre du jour fut celle du développement international.

Sur le rapport d'information, la discussion fut nourrie. L'unanimité se fit sur la résolution concernant la situation allemande que nous publions ci-dessous. Cette résolution votée avant la publication du taux numéro de la « Permanente Révolution » par les stalinien a vu ce fait corroborer la décision d'exclusion des capitalistes. Voici cette résolution :

La Commission Exécutive de la Ligue Communiste Française (S. F. O. G. I.) après avoir pris connaissance :

1) Des articles de la Permanente Révolution, particulièrement la désolidarisation de la rédaction à l'article de L. T. « Avec les deux mains ».

2) Les derniers procès verbaux et tous les documents à ce sujet dont les lettres du camarade Gourouy.

Adopte la résolution suivante :

1) Au cours de la dernière année, l'Opposition allemande avait fait des progrès qui, cependant, étaient bien au-dessous des possibilités pressantes pour l'Opposition. Les travaux politiques du camarade Trotsky, de l'année dernière sur l'Allemagne et les événements qui s'y dérouleront, ont attiré l'attention des militants d'ouvriers communistes conscients sur les idées et les positions de l'Opposition de Gauche.

Les fruits de la campagne menée par l'O. G. I. pouvaient être incomparablement plus grands pour l'Opposition allemande si la politique et la critique de l'Opposition étaient aussi claires et si aiguës que concrètes le demandaient.

Dans presque toutes les questions essentielles, la politique staliniste était moins critiquée par l'Opposition allemande que par les autres sections de l'Opposition internationale. Envers les dirigeants du Parti officiel, les mots polis et la timidité politique ont pris la place des possibilités de la politique de l'O. G. I. et que les conditions concrètes le demandaient.

Nous publions ici la conclusion de la résolution concernant l'Allemagne que la Commission Exécutive internationale de gauche a adoptée dans notre organe : la Lutte des Classes.

« ... Nous avons donc toute une série de problèmes sur lesquels les désaccords entre l'Opposition de gauche internationale (bolcheviks-léninistes) et la fraction bordiguiste sont profonds. Question nationale, front unique, mots d'ordre démocratiques, ce ne sont, en réalité, que trois différents aspects d'un désaccord plus profond et qui consiste dans une diverse compréhension de la nature et du rôle du parti et de tout le processus de développement de la révolution prolétarienne. Ces désaccords se traduisent inévitablement dans la pratique par des positions différentes et même opposées vis-à-vis des problèmes concrets comme ceux de la révolution chinoise, de la révolution espagnole, de la situation allemande, etc. Ils démontrent que la plateforme de la fraction bordiguiste est diverse de celle de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) et que par là, la commission dans la même organisation des deux fractions est nuisible. D'autre part, depuis son inscription formelle au S. I. la fraction bordiguiste n'a pas cessé un instant de se comporter, aussi dans les questions de l'organisation, comme une fraction nettement séparée de l'Opposition de gauche internationale, avec son fonctionnement entièrement autonome et sa discipline particulière. C'est pour ces raisons qu'on propose que la fraction bordiguiste soit considérée comme en dehors de l'Opposition de gauche internationale. »

Après un échange de vues sur le rôle de notre délégué à la pré-conférence internationale, la première partie de l'ordre du jour de la C. E. élargie fut épuisée. On aborda la seconde partie.

La situation de la Ligue Communiste Française depuis la dernière C. E. élargie.

Dans son rapport, le camarade Molinier indiqua qu'après Amsterdam, dans un certain nombre de régions ou de rayons, notre influence avait régressé. Nous attribuons cette constatation au fait que beaucoup de militants sympathisants avec notre conception, par réaction contre les ailes ultra-gauchistes du parti, pensaient que le congrès d'Amsterdam pouvait être considéré comme un pas dans la bonne voie. Le rapporteur marqua à ce sujet que les hésitations de cette couche de sympathisants fut de courte durée car les résultats du Congrès d'Amsterdam sont visiblement nuls, même pour ses plus enthousiastes promoteurs.

Par ailleurs, le développement de la situation en Allemagne avait fait hésiter passablement des sympathisants qui attendaient un dénouement sensationnel. De ce côté aussi, l'expérience confirme l'appréciation et la campagne de l'Opposition de gauche, le recul passager de notre influence dans certaines régions, où rayons à ces derniers temps été suivie d'une recrudescence de notre influence provoquée par le contrôle de nos affirmations, par les faits.

Le rapporteur développe qu'un des traits négatifs caractéristiques de notre développement c'est que sur notre programme ne se détache pas des noyaux entiers d'ouvriers ; mais toujours des militants et à la suite d'une longue étude de la situation, la cause réside dans l'orientation de notre propagande de fraction, comprise trop étroitement.

Le rapporteur marque le travail de notre groupe de jeunes souligne que l'orientation du travail des jeunes vers le C. E. est trop limitée au travail fractionnel à l'intérieur de la C. E. Sans perdre l'objectif de redressement de J. C. il faut observer que dans la jeunesse les effets de la politique et des méthodes stalinien sont particulièrement néfastes ; souvent ceux qui se détachent de la politique stalinienne se détachent aussi des jeunes vers les C. E. est trop orientés. D'après le rapporteur il faut nous mettre au travail dans la jeunesse ouvrière, grouper des jeunes ouvriers, en faire des communistes, combiner ce travail avec le travail à l'intérieur des jeunes.

Sur le plan de notre travail syndical, malgré un effort sérieux dans la plupart des régions et particulièrement dans la région parisienne, le travail syndical n'est limité au travail de tendance syndicale. Il faut que nous militants syndicaux soient aussi des animateurs de la lutte syndicale et des propagandistes du syndicalisme.

Un obstacle, certes, c'est l'absence de vie intérieure de la C.G.T.U. et, dans certains coins, l'existence purement formelle de syndicats unitaires. On peut difficilement travailler là où nos syndicats unitaires ne représentent plus rien. Il faut bien entendre donner et discipliner notre travail de fraction syndicale mais il faut bien comprendre que ce n'est pas seulement une question de discipline et de contrainte mais que les difficultés que nous rencontrons comme développement de fraction syndicale sont fonction de la situation politique et de la situation même de la C. G. T. U.

Le rapporteur aborde ensuite la question des rapports entre les groupes et des améliorations qui sont nécessaires.

La première question de la discussion sur ce rapport est la question des jeunes.

Le camarade Craipeau examine la question des jeunes et montre combien les efforts qu'on leur a faits n'aboutissent pas à un élargissement notable de nos groupes. Il note que la progression constitue pour nous la controverse et que l'écoulement elle a eue dans les jeunes ouvriers. Il pense qu'il faut s'orienter nombre de propositions pour l'amélioration du travail national des jeunes, il propose un organe mensuel et est partisan de renforcer les liaisons internationales.

Devreyer marque les responsabilités de la C.E. dans l'insuffisance de la progression des jeunes, les directives n'ont pas été données de façon suffisamment responsable. Il montre la participation de la J. C. dans la région du Nord et particulièrement à Lille où elles sont quasi inexistantes.

Pero expose le travail des jeunes dans la région mar-seillaise et la situation des jeunes. Paget donne des chiffres sur les jeunes dans l'Est ; tout est par terre. A son avis, il faut s'orienter vers le travail parmi les jeunes syndiqués et créer dans sa région un foyer de jeunes.

Emilien montre comment les instructions qui furent données aux groupes par le comité des jeunes furent insuffisantes et à quel point il faut renforcer les liaisons entre les groupes des jeunes. A quelques kilomètres des groupes des camarades de Lille n'ont pas pu participer au travail des jeunes de Montigny.

Molinier expose que la situation actuelle de notre mouvement de jeunes est la conséquence de notre orientation fixée uniquement sur les J. C. Il faut, d'après lui, se tourner vers les jeunes ouvriers, les attirer au capitalisme, en faire des communistes, ensuite parfois les envoyer aux J. C. Le problème ne se pose pas de la même façon pour les jeunes que pour les adultes. Notre tâche de fraction politique n'est pas de rester à redresser une organisation affaiblie mais à redresser le mouvement, à éduquer, sans quoi les jeunes réagissent anarchiquement, sentimentalement, ce qu'il faut, c'est les canaliser.

Albert montre qu'il y a des domaines particuliers pour le travail des jeunes ; syndicats, groupes de sport. Il faut orienter notre travail dans ce sens pour gagner de jeunes ouvriers.

Mullen pense que nos jeunes ne voient pas les masses des jeunes ouvriers ; ils se contentent dans le travail d'organisation des J. C. Il faut poser la question : « Comment gagner des jeunes ? » Lille par exemple il y a deux mille jeunes S. F. I. O., 20.000 chrétiens et 20 jeunes communistes. Que faut-il faire ?

Vereecken parle de l'expérience des camarades belges à ce sujet. Il montre que la question qui domine, c'est de ne pas lutter contre le parti. On peut limiter notre recrutement ; toutefois, il faut faire attention au recrutement indépendant. La Ligue et la Vérité doivent s'orienter plus vers le travail de masse sans cesser de s'attacher au travail dans le Parti.

Vit aborde l'expérience du mouvement des jeunes en Grèce ; nous avons vu plus de mille jeunes sur deux mille membres dans les cadres ; il ne faut pas isoler les jeunes. Vit relate l'expérience des premiers groupements archimaxistes.

Atlas : Quand les oppositionnels auront des liaisons avec la classe ouvrière dans son travail quotidien, ils auront accès leurs possibilités vis-à-vis de la bureaucratie.

Molinier intervient pour souligner qu'il faut absolument s'engager vers la propagande de classe parmi la jeunesse. Là où il n'y a pas de jeunesse, en créer dans des groupes de jeunes animés par l'Opposition de gauche dans lesquels nous ferons un travail fractionnel. A Lille, il convient de constituer un tel groupe et de l'animer. L'ensemble de ce travail ne doit pas nuire à notre travail de fraction mais au contraire le renforcer. Il faudrait une certaine mesure pour ce travail avoir un travail de masse et pas de propagande rigide et oppositionnelle. Les propositions de camarades dans les J. C. qui sont complètement liés et ne peuvent que difficilement développer une propagande fractionnelle. En acquérant une base ouvrière cela développe aussi notre influence dans le Parti.

Vereecken pense que le travail des jeunes tel que Molinier le préconise passe d'un travail fractionnel à la voie du second parti.

Julien pense que si le travail de nos jeunes a perdu de vue les jeunes ouvriers, cela ne veut pas dire qu'il faut créer des organisations de masse. Il retrace l'expérience du foyer des jeunes qu'il approuve.

Naville : « Concrètement, cherchons-nous à faire travailler nos jeunes dans des organisations de masses existantes ou à en créer d'autres ? Il s'agit de voir dans chaque cas quelles sont les possibilités. La question est que nos camarades doivent travailler dans les organisations. »

Emilien pense qu'il n'y a aucune raison de différencier la forme de travail parmi les jeunes et la forme de travail parmi les adultes.

Molinier propose une commission qui rédige une résolution sur le travail des jeunes et envisage ce travail sur la base du travail de masse, recruter de jeunes ouvriers et parmi les plus actifs, développer la conscience politique. Régler chaque cas concret, ne pas se lier les mains avec une conception étroite de la fraction, former des groupes de jeunes ouvriers là où il n'en existe pas.

Une commission est nommée composée de Craipeau, Devreyer, Paget, Molinier.

A la reprise de la séance, cette commission rapporte une résolution qui a été publiée dans notre dernier numéro de La Vérité. Des camarades parlent pour la résolution, d'autres parlent contre, faisant ressortir comme Pero qu'il s'agit d'un abandon de notre position politique de fraction du Parti, ou comme Julien que la résolution est confuse, c'est une erreur de constituer des groupes indépendants, uniquement de la Ligue.

En fin de discussion, la résolution est adoptée par cinq voix contre deux.

SITUATION FINANCIERE

Naville commente les comptes fournis au Bulletin intérieur.

Un certain nombre de décisions concernant la vente du journal et les efforts pour diminuer notre déficit sont prises. Après un échange de vue sur la vente du journal dans chaque région et des suggestions pour l'amélioration de la Vérité, des décisions sont prises pour la reprise des cartes 33. Un budget pour chaque branche (Vérité, Lutte de classes, propagande) sera établi par le trésorier.

QUESTIONS SYNDICALES

Devreyer estime que l'absence d'un point de vue homogène sur cette question est la cause de nos échecs.

Après examen il est décidé que cette question de nos mots d'ordre sur le plan syndical sera jointe à la partie suivante de l'ordre du jour pour dégager une orientation commune en fonction de la situation.

GROUPES DE LANGUE

L'intensification du travail parmi nos groupes de langue est envisagée en liaison avec la province.

Naville rappelle la décision du comité régional concernant le travail du groupe juif. Il rapporte les faits ayant motivé cette décision de suspension de trois camarades responsables par le C. R. Malgré tous les efforts faits, les dirigeants du groupe juif n'ont pu mener toute activité non comme un groupe de travail de langue mais comme un groupe indépendant. Convoquant à leur guise le responsable de la Ligue, se réunissant avec d'autres tendances pour éventuelles controverses sans en souffler mot à l'organisation. Naville rappelle cette attitude et propose de ratifier la décision de suspension.

Devreyer et Courdavault pensent également qu'il faut en finir avec l'attitude indisciplinée des camarades du groupe juif et condamner leur conduite à la dernière assemblée.

Sur les questions d'organisation et du travail des groupes de langue, une commission est nommée ; la résolution qu'elle proposa et qui fut adoptée a été publiée dans notre dernière Vérité.

La résolution suivante sur l'activité du groupe de langue juive est adoptée, avec la réserve de deux camarades partisans de l'exclusion pure et simple.

La C. E. E. après avoir pris connaissance et discuté des faits suivants :

1) Le Comité de langue juif de la Ligue a systématiquement refusé de convoquer à ses réunions le camarade du C.R. responsable de leur travail depuis plus de deux mois.

2) Le Comité du groupe juif a entrepris, tout à fait à l'insu de la Ligue, des pourparlers avec les organisations juives du P. C. du Nord et du Poitou, pour une controverse.

3) Le Comité convoqué à l'insu de la Ligue une réunion publique sur la situation russe, sans avertir la Ligue, et en refusant de déplacer la réunion qui avait été fixée par lui le même jour que des réunions régulières de la Ligue.

4) Ces faits illustrent une attitude d'hostilité délibérée vis-à-vis de la Ligue, du Comité du groupe juif qui refuse d'exposer ses désaccords politiques avec l'Opposition de gauche tout en cherchant à se couvrir devant les travailleurs juifs de l'autorité de l'Opposition internationale.

5) La C. E. E. décide de suspendre pour une durée de six mois les camarades Paul, Emilie

et F., responsables de ce travail systématiquement hostile à la Ligue.

SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN FRANCE

La discussion s'engage sur la première partie du projet de résolution du camarade Naville (qui sera publié dans la Lutte de Classe).

SITUATION ECONOMIQUE DE LA FRANCE

(Nous publions intégralement les principales interventions qui peuvent donner un aperçu des appréciations de nos camarades.)

La France pourra-t-elle profiter de la reprise éventuelle de conjoncture ? Des camarades disent non. La reprise mondiale, nous l'avons toujours considérée possible. Concrètement, on ne peut dire exactement si nous sommes au fond de la crise. La hausse de cet été a été annulée. Les traits positifs étaient surtout saisonniers, écoulement du stock, etc. Les symptômes de reprises sont très faibles. Nous pouvons être très prudents. Certains camarades comme Rimbert exagèrent. Certaines branches de la production reculent. Même la hausse des valeurs est plutôt une fluctuation. Il faut donc être très prudent car les facteurs politiques jouent un grand rôle.

En ce qui concerne la France, on dit qu'elle ne peut pas profiter de la reprise de la conjoncture. C'est la base du socialisme dans un seul pays renversé. Cela équivaut à nier la solidarité des différents facteurs de l'économie mondiale. Pourquoi affirme-t-on cela ? Rimbert dit : « Nous sommes dans le déclin du capitalisme, le monde est partagé, la France recule devant la concurrence mondiale ». Mais en réalité, la crise de conjoncture est mondiale. Partout elle a déterminé une destruction de l'appareil de production. Il faut une diminution générale des stocks. Il n'est pas impossible que cela n'arrive pas.

On dit aussi que la France est un pays arriéré par rapport à l'Allemagne ou à l'Amérique. Evidemment, la France est techniquement dans une position moins bonne mais il s'agit aussi des positions politiques du capitalisme. La France, à ce point de vue, a une position encore forte. L'Allemagne est mieux outillée mais elle doit amortir formidablement ; elle a six millions de chômeurs, etc. Finalement le prix de revient réel considéré pour l'ensemble des deux économies n'est probablement pas plus bas en Allemagne qu'en France. Rimbert dit que la dictature bourgeoise en Allemagne impose au prolétariat sa loi. Vite cette dictature allemande, les chômeurs mangent mieux que les ouvriers français. En tout cas, on ne vit pas aussi bien en province que dans la région parisienne. En France, il n'y a pas de contrats de travail, etc. La situation des travailleurs allemands n'est pas pire que celle des ouvriers français. Ils ont connu une période de forte activité économique et syndicale. Ainsi, cette disposition du prix de revient est très limitée.

D'autre part, l'Allemagne n'a pas de capitaux. L'Amérique ou la France sont disposées à lui en donner à condition de ne pas être gênées. Les pays européens qui pourraient absorber les produits allemands sont sous le contrôle financier français. Les colonies dans une période de reprise seraient des débouchés assez importants. L'Allemagne n'a pas cela. On dit que la France sera un des premiers pays à profiter de la conjoncture.

Mais il y a un autre problème où les camarades ont raison : c'est la crise historique. Les Etats-Unis dominent et dominent. Il y a une disproportion entre sa base économique et de puissance politique. C'est la source d'un déséquilibre qui peut repousser la France au 2^e ou 3^e plan. Mais c'est là une perspective historique assez lointaine. Il faut distinguer le problème de la crise de conjoncture de celui de la crise de structure.

Les crédits gelés ou perdus des pays danubiens sont très productifs politiquement.

Buren : Je voudrais indiquer sur la situation des ouvriers du Doubs, Belfort, Dijon, que la moyenne des salaires est de moins de 25 fr. par jour (chômage partiel, petite industrie). A Dijon, les trois quarts des ouvriers ne font pas six cents francs par mois.

Gérard (B.) idéalise la domination française. La situation peut se retourner rapidement. Tout cela se fera pas pacifiquement, l'Allemagne armera. Les avantages de Versailles, c'est l'armée. La crise française commence.

Devreyer. — Dans le Nord, dans les filatures, les principales firmes le chômage augmente. On rationalise, on augmente le nombre des métiers à coudre. Dans le centre de Lille, ce sont les travailleurs étrangers qui gagnent le plus.

Buren. — Ce n'est le cas que pour une couche spéciale de qualifiés du bâtiment.

Devreyer. — Dans la métallurgie aussi le chômage augmente. Les salaires ont été baissés de 40 %. On a multiplié les coopératives à participation qui retiennent sur les salaires à des fins familiales ou aussi surprime l'allocation familiale aux chômeurs partiels. On peut donc prévoir une aggravation de la crise.

Fred. — Dans les mines, les ouvriers étrangers essayent d'économiser. Maintenant, il y a une légère reprise d'activité dans certaines mines. Les ouvriers étrangers font des travaux plus durs que les ouvriers français.

Paget. — Chez nous, il y a beaucoup d'ouvriers étrangers, certains ne gagnent que 10 à 15 francs par jour. Le patronat fait tous ses efforts pour diviser les ouvriers. La misère est très grande, il y a eu des diminutions de salaires jusqu'à 60 %. On a commencé à diminuer en faisant chômer. Dans la métallurgie, c'est pire. Il y a des ouvriers qui ne font pas 500 francs par mois. On prévoit de nouvelles diminutions pour avril. Ces ouvriers, les réflexions seront obligés d'aller au combat.

Molinier. — La discussion montre que nous ne sommes pas assez préparés. Les textes n'ont pas été distribués assez tôt. Il faut en tirer leçon pour l'avenir. C'est le travail de notre revue de vulgariser sur la crise française. Il faut distinguer quelques traits. On peut dire que nous sommes à un palier, mais certes, dans la crise générale. On devrait parler de la crise mondiale au point de vue politique car les facteurs politiques jouent décisivement. La carence de l'I. C. comme facteur décisif est ce qui permet un raffermissement du capitalisme. Les camarades ont eu raison de nous parler tout de suite de la lutte dans tous les pays. C'est la lutte pour le pouvoir qui nous ouvre une perspective de stabilisation, on doit être très prudents. C'est une erreur de parler d'une diminution des faillites.

Il est erroné de dire que la France restera isolée d'une reprise mondiale. Mais au fond, il est vrai qu'il y a une infériorité particulière de la France. Ses colonies doivent aussi être un poids très lourd. Il faudra s'occuper du chômage qui deviendra chronique.

Buren. — Au point de vue français, il faut avoir des perspectives générales pour le P. C., la C. G. T. U. Il faudrait s'occuper spécialement de la question des ouvriers étrangers.

(suite page 4.)

DALADIER REMPLACE BONCOUR

Boncour voulait faire du neuf. Mais il ne fit que du vieux, et pas longtemps. Il cède la place à Daladier, en demeurant pour sa part aux Affaires Etrangères. Dans l'ensemble, le ministère Daladier ne diffère pas du ministère Boncour, et précisément parce qu'il cherchera à remplir la même tâche. Une fois encore, les radicaux essayeront de faire adopter un budget en équilibre, comportant de lourdes charges pour les travailleurs, en associant à ce vote les socialistes. Mais, selon toutes probabilités il ne réussira pas plus que Boncour.

La semaine dernière nous écrivions : « Les socialistes ont activement travaillé à détruire le plan du gouvernement. Mais, aidés des radicaux, ils ne sont parvenus qu'à faire élaborer par la Commission des Finances un plan torride, démagogique, plus prudent que celui de Boncour, et grâce auquel les travailleurs ne seraient pas attaqués si directement. » C'est ce plan-là que Daladier veut essayer de faire aboutir, maintenant que Chéron a été écarté.

Cependant, les mêmes difficultés se présenteront à lui qu'à Paul Boncour. Dans la phase actuelle les socialistes ne sont pas résolus à voter un projet qui ne comprénne pas au moins quelque apparence de propositions contenues dans les « Cahiers de Huyghens ». Or, il est peu probable que Daladier, qui songe avant tout à apporter à la bourgeoisie un budget équilibré sur le dos des travailleurs, veuille s'embarrasser des mesures « socialistes ».

Ainsi, il peut lui arriver la même chose qu'à Boncour : tomber sous le vote hostile conjugué des socialistes et de la droite. C'est là le sort des gouvernements radicaux, qui sont au pouvoir pour essayer de faire passer la pilule amère aux travailleurs avec le maximum d'illusions.

Mais l'acuité de la crise oblige la bourgeoisie à exiger une politique plus énergique. Après Daladier, Herriot se réserve de tenter une combinaison orientée à droite, si le projet de la Commission des Finances n'est pas adopté par la Chambre ou le Sénat.

Les cercles de la bourgeoisie de droite commencent une large campagne pour faire pression sur les gouvernements radicaux. Leur campagne se poursuit « extra-parlementairement », dans l'espoir de grouper les masses petites-bourgeoises à la ville et à la campagne qui s'ébranlent de l'encadrer, et de les dresser contre le prolétariat. Tel est le processus initial du fascisme.

Pour l'instant la bourgeoisie réactionnaire agit les menaces de « dissolution », « révision ». Tardieu s'est mis à la tête de ce mouvement. Il ne s'agit évidemment que d'une action préliminaire. Mais si les communistes ne suivent pas ce processus depuis le début, s'ils commencent le mortel front unique avec les mouvements pseudo-

anticapitalistes du fascisme contre le réformisme — alors l'expérience tragique de l'Allemagne se renouvellera en France. — Il faut signaler dès aujourd'hui ce danger.

Nous avons dit la semaine dernière ce qu'il faut penser du « contre-projet » budgétaire du parti communiste. Nous le repoussons entièrement, dans sa conception comme dans son contenu.

L'orientation du parti doit être tout autre. La semaine prochaine nous reviendrons largement sur cette question. Mais il faut indiquer sans tarder quelles sont les propositions que nous avons déjà faites et que nous développerons devant les travailleurs :

1) L'objectif du parti n'est pas de surmonter la crise en « comblant le déficit », mais d'utiliser la crise pour mettre la bourgeoisie en grande difficulté.

2) C'est pourquoi nous ne devons pas présenter un contre-projet de budget, mais faire immédiatement une agitation dans le pays pour l'adoption d'une série de mesures d'ensemble en faveur du prolétariat, sans nous préoccuper de l'équilibre du budget.

3) Les mesures (semaine de quarante heures, assurance chômage, exonération des impôts, lutte contre la diminution des salaires), etc., doivent servir de base à un programme d'action de front unique offert au parti socialiste et à la C. G. T.

4) Des mots d'ordre politique plus généraux (lutte contre la guerre, soutien du prolétariat allemand, amnistie) doivent servir de base d'agitation pour l'action de front unique.

5) Plus généralement, à la tentative de la bourgeoisie de surmonter ses difficultés au frais du prolétariat, grâce aux radicaux ou plus tard de la droite, le parti communiste doit opposer la propagande pour le gouvernement de la classe ouvrière, le gouvernement ouvrier, appuyé sur les organismes de front unique de la classe ouvrière.

Nous reviendrons sur ces questions dans le prochain numéro.

Dans le n° 133 de la Vérité

Qu'est-ce que la Révolution d'Octobre ?

Conférence faite à Copenhague par :

L. TROTSKY

Prix de l'exemplaire Fr. 0 50

Le problème paysan

Il y a quelque temps, lorsqu'à la Chambre vint en discussion la question agricole, et que socialistes et radicaux firent voter un ordre du jour réclamant un Office national des céréales, il apparaissait nettement que la crise qui atteint la France, comme tous les autres pays, est aggravée par une crise agricole qui chez nous, plus que partout ailleurs, revêt un caractère aigu.

Depuis, malgré tous les ordres du jour, discours et promesses, loin de s'améliorer, la situation des paysans devient de plus en plus critique. Aussi ces jours-ci avons-nous assisté à un grand mouvement de protestation — réunions, manifestations quelquefois assez violentes comme à Chartres — dans toutes les campagnes de France et notamment dans les régions productrices de céréales. Tout récemment nous avons eu, en plein Paris, la manifestation de Wagram où 15.000 paysans se sont bagarrés avec les gardes mobiles.

Nous avons pu constater que tous ces mouvements, et surtout la manifestation de Wagram, ont été dirigés par le parti agraire ou par des éléments plus ou moins réactionnaires.

Ce fait est extrêmement important et les communistes n'ont pas le droit de le méconnaître. S'il est vrai que les paysans n'ont pas, ne peuvent pas avoir une politique indépendante, qu'ils sont destinés à suivre soit la bourgeoisie, soit le prolétariat, il n'en est pas moins vrai qu'ils constituent une force. Laisser la bourgeoisie accaparer le mouvement paysan c'est une faute criminelle.

La bourgeoisie a toujours œuvré pour entretenir une division entre les paysans et les ouvriers afin de pouvoir mater les uns et les autres séparément.

La tâche des communistes est de déjouer cette manœuvre et de faire des paysans les alliés du prolétariat. Pour cela il faut leur démontrer : le rôle expropriateur du capitalisme, l'intérêt qu'ils ont à suivre les travailleurs et sur la base de leurs revendications immédiates organiser leur lutte contre les grands propriétaires et contre la bourgeoisie. En un mot importer la lutte de classes à la campagne.

L'existence d'une paysannerie nombreuse a constitué pour l'industrie française un débouché intérieur important. Cet état de fait a semé l'illusion chez certains économistes bourgeois d'une économie fermée. Cette théorie n'ayant pas résisté à un seul instant à la critique des événements, les bourgeois s'en détournent et recherchent le développement de l'industrie dans la conquête du marché mondial.

Or ici il est une loi. Loi interne au régime capitaliste et à laquelle on ne peut se dérober : les pays agricoles doivent céder le pas aux pays industriels.

La France joue dans le monde un rôle politique de premier plan. Par le traité de Versailles elle a implanté son hégémonie en Europe. Or, ce rôle politique est disproportionné par rapport à sa puissance économique.

Si la France veut conserver son hégémonie politique, si elle veut rester une nation de premier plan dans le monde, si elle ne veut pas être éliminée par d'autres nations plus puissantes qu'elle : il faut qu'elle développe à outrance son potentiel industriel.

Ou bien l'Etat protégera l'agriculture au détriment de l'industrie et dans ce cas la France devra abandonner sa position politique dans le monde.

Ou bien il développera l'industrie vers une expansion mondiale en sacrifiant l'agriculture.

C'est ici le ridicule de tous ces gouvernements de gauche qui, prétendant représenter l'intérêt général, veulent satisfaire toutes les classes du pays. Mais dans toute législation en régime capitaliste une seule loi compte : on ne peut donner à l'un que ce qu'on prend à l'autre.

Toute la question est là ! Et nos pauvres radicaux, aidés des socialistes, prennent le problème par tous les bouts, le tournent, le retournent et finissent toujours par se casser le nez au même endroit.

Les socialistes jurent sur tous les dieux que si on adoptait leurs solutions le problème agricole serait résolu. C'est ainsi qu'ils ont mis en avant leur Office national du blé qui n'est qu'un rêve d'insensé.

Le rôle expropriateur du capitalisme est une condition même de son existence. Les mesures que le gouvernement a prises jusqu'à présent pour alder l'agriculture ont considérablement gêné le développement de la puissance industrielle. Nous le répétons, on ne peut pas satisfaire l'agriculture et l'industrie à la fois. L'un doit céder le pas à l'autre.

Le capitalisme français veut accentuer la ruine des petits paysans et centraliser l'agriculture afin de pouvoir y appliquer toute la technique moderne.

Ici nos bourgeois se donnent des airs de libres échangistes : « La cause de la vie chère et de la crise qui atteint notre pays, disent-ils, c'est le protectionnisme excessif sur les produits agricoles. Abolissez les barrières douanières, supprimez les contingents, laissez entrer librement les produits agricoles étrangers et ainsi le coût de la vie baissera ».

Cet antagonisme entre l'agriculture et l'industrie ira en s'aggravant, tant que subsistera le régime capitaliste. Seule la révolution prolétarienne y apportera une solution.

Mais les paysans n'attendront pas passivement que la révolution vienne les libérer — ils en sont même effrayés. C'est pourquoi des mouvements surgissent un peu partout, ils iront en s'accroissant. La bourgeoisie essaye de se servir du mécontentement des paysans pour mener une campagne contre le parlementarisme et le régime démocratique. L'expérience de la France même et de tous les pays nous démontre que les paysans livrés à eux-mêmes ont servi d'appui à l'instauration des dictatures.

La tâche des communistes consiste à arracher ce mouvement des mains de la bourgeoisie qui l'exploite démagogiquement ; à le diriger contre les grands propriétaires et le capitalisme, leurs véritables ennemis ; à faire des paysans les alliés du prolétariat.

Si nous ne voulons pas commettre les mêmes erreurs qu'en Italie et en Allemagne, si nous ne voulons pas que les paysans servent de base pour le fascisme : développons la lutte de classes à la campagne.

LA VIE OUVRIERE

MONTIGNY-EN-GONELLE

La répression stalinienne

La répression stalinienne s'accroît chaque jour un peu plus, les camarades soupçonnés de sympathie envers les camarades de la Section de la Ligue sont immédiatement exclus sans autre forme de procès. Aucune discussion, aucune défense du camarade visé n'est accordée. Nous voici revengus au temps jadis à l'époque des Robespierre et autres, où on écoulait aux portes pour savoir si on ne critiquait pas le pouvoir. La situation est identique. Un camarade des Jeunesses communistes me disait dernièrement que le secrétaire de rayon révolutionnaire avait interdit tout rapport d'amitiés avec un de ses oncles, déclaré contre-tiers avec un de ses oncles, déclaré contre-tiers, jusqu'où va la conduite cette haine, contre les camarades, qui ont osé se dresser contre le courant, qui mène le parti à l'abîme, et que nous voulions arrêter dans sa course folle.

Désagrégeables, est un des mots favoris employés par les petits chefs stalinien, de la municipalité communiste de Montigny-en-Gohelle. On essaie par des moyens, infâmes, de dresser les camarades du parti contre nous, ainsi que la population, mais il n'arriveront pas à empêcher le courant de sympathie qui se crée, pour ceux qui ont le courage de crier : Fausse-Route, arrêtez-vous, revenez à une politique saine et compréhensible ; à la politique des quatre premiers congrès qui entrainera, derrière notre drapeau rouge la grande masse des prolétaires. Comprenez les aspirations prolétaires, ne continuez pas à vider les rangs du parti et des Jeunesses de ses meilleurs éléments, ou alors ce sera nous qui serons nommés désagrégeables par la classe ouvrière tout entière.

Quant à nous, rassurez-vous sur notre compte, nous vivrons ! malgré certains propos prononcés par un petit dictateur local, qui prédit notre mort avec toute l'opposition internationale, nous vivrons, nous continuerons pas l'exemple des capitularis à la Veille et Cie qui ont capitulé devant le centrisme, et qui se sont mis à genoux devant votre idole. Ah ! soyez persuadés que malgré les insultes et la haine que vous essayez d'insulser aux quelques éléments, ou alors ce sera vous qui serez nommés désagrégeables, si se sont accomplis, à la suite d'une politique malsaine et incompréhensible pour la masse prolétarienne, la situation est claire. Les ouvriers nous comprendront, lorsque nous leur dirons : « Camarades réveillez dans vos cellules ; dans les réunions, dans les conférences ; exigez l'unité syndicale, par un vaste congrès de fusion des organisations syndicales, et là, où il n'existe plus de section syndicale unitaire, nous préconisons la rentrée partielle. Luttez énergiquement pour imposer ce mot d'ordre. Congrès de fusion des organisations, sans moyen d'arriver à faire l'unité et de faire triompher les revendications immédiates de la classe ouvrière tout entière. Vous aurez ainsi fait un pas en avant qui contribuera à vous rapprocher de la victoire finale qui vous libérera du joug capitaliste.

O. Fred.

P.S. — Les dirigeants du P.G. ont accepté de donner la parole à un représentant de l'opposition dans un prochain meeting à Montigny-en-Gohelle. Nous enregistrons avec satisfaction cette acceptation. Les camarades de la direction prétendent nous « honorer » à la capitulation de l'Allemagne. Hitler au pouvoir est venu donner une riposte éclatante et péneble pour le prolétariat tout entier — aux éducatrices centristes. C'est ce que nous montrons au meeting.

Parmi nos lettres

Le camarade Claude, de la Banlieue Ouest, nous fait les remarques suivantes à l'inter-vention du délégué de la Ligue à la controverse du Boxing-Hall :

- 1° L'exposé est beaucoup trop général ;
- 2° A aucun moment, il n'est parlé de ce que Trotsky considère comme une des choses essentielles (déclaration film parlant du cours intérieur du Parti et du centrisme démocratique) ;
- 3° La critique du Parti socialiste aurait dû être appuyée de quelques faits d'ordre national et récent ;
- 4° La critique du Parti trop schématisée et prétentieuse (« n'y ont jamais rien compris » et « la bêtise des autres »). En opposition à la critique contre les socialistes et après avoir rappelé leur trahison, il aurait été indispensable de marquer les actions positives du P. C. : lutte contre l'occupation de la Ruhr, la guerre du Maroc, la campagne Sacco-Vanzetti ;
- 5° Il est formidable de constater que Rimbert ne fait aucune différence entre la C. G. T. — organisation de collaboration de classe — et la C. G. T. U. — qui, malgré ses erreurs, est l'organisation luttée de classes. Il aurait été utile de citer quelques grèves.

Sur la Vérité de cette semaine, j'ai trouvé une phrase dans un article évidemment personnel de Rimbert, mais qui, à mon avis, dénote un état d'esprit liquidationniste.

Dans son article « A propos de la « crise économique » », potentielle avec B.-J. Field, Rimbert dit : « La seule raison qui peut faire hésiter les créanciers, c'est la situation intérieure. Or, là, il semble que l'ALLEMAGNE ait désormais réussi à mater la classe ouvrière. »

Je ne partage pas du tout ce point de vue, malgré les erreurs du Parti allemand et la trahison continuelle — il ne faut pas l'oublier — des chefs sociaux-démocrates, le prolétariat allemand n'est pas abattu, et, au contraire, dans une période plutôt ascendante.

Nous ne voulons pas chicaner sur les remarques faites par notre camarade. Quoique notre exposé ait volontairement revêtu un aspect général, il aurait pu être plus nourri d'exemples actuels. Mais là n'est pas la question.

Claude reproche au camarade Rimbert d'avoir écrit qu'il semblait que « l'Allemagne ait désormais réussi à mater la classe ouvrière ». C'est là l'opinion personnelle du camarade Rimbert. Nous ne la partageons pas du tout. Mais, est aussi faux de parler d'une « période plutôt ascendante » — et l'accession d'Hitler au pouvoir, sans un mouvement de protestation du prolétariat montre la valeur des succès électoraux du P. C., par lesquels Claude s'est évidemment laissé impressionner. Par ailleurs, notre opinion sur la situation allemande est largement exposée dans ce numéro.

Pour le soutien des oppositionnels emprisonnés

La section du Secours Rouge du XIIIe vient d'adopter, à l'unanimité une résolution demandant la défense et la lutte énergique au centre et de tous les membres du S.R.I. pour la libération de notre camarade Tchen-don-Sion, fondateur du P. C. de Chine et secrétaire de l'opposition communiste de gauche chinoise, menacé de mort par le Kuomintang. Qu'attendent les autres sections du S.R.I. de la région parisienne pour faire ce premier pas ?

L'UNITE SYNDICALE

Les Cheminots pour le Congrès de Fusion

Des camarades nous transmettent une résolution qui fut adoptée par une assemblée de cheminots du Blanc (Indre). Nous nous félicitons de son contenu, que nous voudrions voir repris dans de nombreuses assemblées ouvrières :

Les syndicats confédérés et unitaires des cheminots du Blanc réunis le 22 janvier 1933, considérant :

Que, devant les attaques des compagnies, des pouvoirs publics, du patronat, le rassemblement de l'ensemble des travailleurs s'impose pour la lutte contre leurs oppresseurs,

Que dans l'état de division de la classe ouvrière le front unique de tous les travailleurs est la condition indispensable de leur victoire,

Que ce front unique les rassemblera tous sur une plate-forme commune de lutte,

Qu'on ne saurait concevoir de victoire si la bataille est engagée avec des mots d'ordre différents et en ordre dispersé,

Déclarant que le front unique doit être le pré-lude de l'Unité syndicale, et qu'on ne saurait le concevoir sans cela,

Estiment d'autre part que les notions d'unité issues des derniers congrès de la C. G. T. et C. G. T. U. n'ont rien apporté de positif et ne peuvent aboutir qu'au grignotage des organisations.

Invitent toutes les organisations de la base au sommet à se réunir pour discuter sur la tenue d'un congrès de fusion sur les bases suivantes :

Application de toutes les décisions prises par la majorité. Respect de toutes les tendances afin de leur permettre de défendre intégralement toutes leurs conceptions ;

Une unité ainsi réalisée fortifierait prodigieusement la fédération unique des cheminots en attirant dans son sein la majorité des inorganisés ;

Seule elle peut nous permettre de résister à l'attaque des compagnies et de passer à l'offensive ;

Les cheminots du Blanc regrettent que la Fédération confédérée n'ait pas accepté la proposition de cartel commun offerte par les quatre organisations qui l'ont réalisée ;

Estiment qu'il y a là une erreur préjudiciable à l'action engagée.

Sur la situation en Allemagne

LE MEETING DES CENTRISTES ET LA REUNION DE L'OPPOSITION

La semaine dernière le Parti avait convoqué un meeting de « Solidarité internationale » au Gymnase Jaures. L'atmosphère, les discours, tout fut morne. 1.500 à 2.000 camarades étaient venus. Un camarade du C. C. du P. C. allemand prit la parole, malheureusement pour ne pas dire grand-chose sauf des vantardises qui furent cruellement démenties le lundi suivant.

Des camarades de l'opposition lancèrent à la fin du meeting un papillon demandant les meetings de l'Arena sur « l'effondrement » de l'opposition allemande, et invitant à notre assemblée du dimanche.

Dimanche, une centaine de camarades, dont la moitié membres du parti, vinrent à notre assemblée sur la situation allemande. Cette assemblée fut particulièrement vivante et réussie, bien qu'elle ait été convoquée en hâte.

Après l'exposé du rapporteur de la Ligue, trois camarades intervinrent au nom du stalinisme.

Sans conviction, sans arguments. Plusieurs camarades de la Ligue répondirent avec vigueur.

Nous arguments ne trouvèrent aucune réplique — et nul doute que l'accession d'Hitler au pouvoir, le lendemain de cette réunion, n'ait montré à tous les assistants la justesse de nos points de vue.

Notons qu'au cours de la discussion, l'opposition polonaise fut largement mise en cause. On se rappelle que la presse stalinienne (polonaise et juive) avait accusé l'opposition d'avoir battu jusqu'au sang un député communiste en Pologne, alors que le coup venait de la police. Les camarades présents acceptèrent la constitution d'une commission de contrôle sur ce cas, dont les conclusions devront être publiées dans la Vérité et l'Humanité.

Deux mots pour finir : les « cadres » du parti et Jeunesses présents de cette réunion avaient décidé avant de « vider la salle ». Cela ne réussit pas, car l'atmosphère de la démocratie prolétarienne finit toujours par profiter à l'opposition. Chacun écouta avec intérêt. Les orateurs furent soutenus avec animation, mais en fait de « vidage », seuls les arguments stalinien jonchaient le plancher à l'issue de la réunion.

CAMARADES !

Pour comprendre la situation en Allemagne, il faut lire les travaux de

L. TROTSKY

PROBLEMES DE LA REVOLUTION ALLEMANDE (1931).

ET MAINTENANT ? (1932).

LA SEULE VOIE (1932).

Prix des trois volumes ensemble : 4 francs.

Ecrire à LA VERITE, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10^e).

L'ECONOMIE SOVIETIQUE EN DANGER

DEVANT LE DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

par

L. TROTSKY

dans le n° 44

de « La Lutte de Classes »

Pour l'unité d'action des jeunes travailleurs

À notre lettre parue la semaine dernière, le bureau des J. C. a répondu de la façon suivante :

Région Parisienne des Jeunesses Communistes
120, rue Lafayette, Paris, 10^e
Paris, le 25 janvier 1933.

Au Bureau du Groupe Trotskyste

Nous vous accusons réception de votre lettre du 21-1-33 malheureusement, nous ne pouvons envoyer notre représentant vendredi 27 courant à la réunion que vous nous proposez.

Recevez, notre salut communiste.
Le Bureau de Paris-Ville.

Nous enregistrons que nos camarades du J. C. se dérobent, mais sans franchise. Nous continuons donc à réclamer qu'on ne s'en tienne pas à la controverse du Boxing-Hall, mais qu'on avance réellement sur la voie du front unique d'action.

LA VIE DE LA LIGUE

GARTES ET GOTISATIONS 1933

Le Comité régional rappelle aux camarades de la Région Parisienne qu'ils doivent retirer sans délai la carte 1933 et que les camarades qui ne se mettront pas en règle pour leurs cartes et timbres ne seront pas maintenus sur les contrôles de la R.P.

COURS D'EDUCATION

La troisième séance aura lieu le vendredi 3 février à 20 h. 30

Salle Augé, 6, rue des Archives

Le mouvement ouvrier dans la période de l'impérialisme.

Création et développement de la 2^e Internationale.

NOTE DE LA REDACTION A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Nous prions tous nos correspondants et rédacteurs de tenir compte du jour de parution de la VÉRITÉ pour nous envoyer leur copie. TOUTE LA COPIE DOIT ÊTRE PARVENUE AU JOURNAL POUR LE MARDI MIDI AU PLUS TARD. Cet avis concerne non seulement nos camarades de province, mais aussi ceux de la Région parisienne.

SOUSCRIPTIONS REÇUES EN JANVIER

Arsoni, 20. — Région Parisienne 105 fr. 50. — Craipeau, 7. — Anonyme, 11. — Miché, 15. — Anonyme, 2. — Région Parisienne, 140. — Total : 292 fr. 50. Total général : 1.350 fr. 45.

L'OPPOSITION DE GAUCHE AU TRAVAIL

Compte rendu de la Commission exécutive élargie de la Ligue Communiste

(Suite de la page 3)

Propose que la Vérité fasse un numéro spécial sur la situation et la vie des ouvriers en France.

Ray. — Il faut conclure sur la résolution proposée.

Verrecken. — En Belgique, nous avons discuté les rapports de Field. Nous avons conclu à une reprise précaire, vacillante et précédant une nouvelle crise. La question est de savoir si la France serait entraînée éventuellement dans la reprise. On peut concevoir un retard mais non l'exclusion de la France de la reprise. En Belgique, une corporation de mineurs se trouve déjà sur le plan offensif, ils réclament 10 % d'augmentation, alors que l'ensemble du prolétariat défend ses salaires. Les organisations syndicales reprennent dans cette phase. Cela doit s'exprimer dans nos études sur les conditions de vie des ouvriers : les salaires, etc. En Belgique, le mot d'ordre de grève générale traverse le pays. L'opposition indique au parti son rôle : front unique politique et économique.

Pero. — Le rapport ne répond pas au point multiples qui se posent.

Bl. — Il faut distinguer le problème de la crise de conjoncture et le problème de l'hégémonie américaine.

Naville. — Il faut se prononcer sur des textes responsables.

Une commission est désignée composée de Naville, Bl. et Verrecken.

(Suite dans notre prochain numéro.)

5^e ANNÉE - N° 139

LA VÉRITÉ

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition)

23, rue des Vinaigriers (10^e)

Parait le Jeudi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an 20 francs

Six mois 10 francs

Chèque Postal : FRANK, 136.855 - PARIS

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. Frank.

Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris